

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-crise-oblige-les-Etats-Unis-a-choisir-entre-l-hegemonie-ou-la-cooperation>

La crise oblige les Etats-Unis à choisir entre l' hégémonie ou la coopération

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : lundi 8 octobre 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

**« Chaque conjuration a son commencement, son milieu et sa fin »
Aristotélès, 384 À C.-322 av. JC.**

Bien que personne ne croit plus aux enquêtes, l'un des soucis les plus importants de l'élite mondiale, représentée par les dirigeants des multinationales, est de canaliser la pensée et les attitudes de la population vers l'acceptation de changements dans l'orientation politique internationale que dictent les nouvelles nécessités économiques dérivées de la crise mondiale.

Face 0 de telles situations, les gouvernements impliqués, pressés par l'élite, fabriquent un consentement dans l'opinion publique pour couvrir les décisions rapides qu'ils sont obligés à prendre.

En accord avec le professeur du MIT, Noam Chomsky, les médias de masse ne sont pas les seuls moyens de propagande décisif utilisés, mais il y a aussi les **instituts de sondages** qui sont en majorité des Organisations non gouvernementales (ONGs).

Les sondages d'opinion publique produisent des chiffres qui à ce qu'on suppose « ne mentent jamais ». Ainsi après les événements tragiques du 11 septembre 2001 qui ont ébranlé le monde et qui l'ont lancé dans un tourbillon de guerres « préventives », de nombreuses enquêtes aux États-Unis en 2002 ont démontré le désir de sa population de transformer leur pays en gendarme global et de punir les nations impliquées dans la terreur.

A cette époque, personne dans les instituts des sondages n'a pas osé enquêter sur la possibilité d'une conspiration ou de l'existence d'intérêts géoéconomiques de riches et de puissants de la planète attirés par les abondantes ressources énergétiques du Moyen-Orient et spécialement de l' Irak, pour commencer une violente croisade occidentale dans la région.

Il a fallu que 10 longues années d'usure pour que l'économie des Etats-Unis et mondiale, et la perte de plus de 10 000 de ses enfants et de centaines de milliers des hommes, de femmes et d' enfants innocents irakiens et afghans pour que le gouvernement de Barack Obama se rende compte de l' aspect absurde, injuste et sanglant de cette politique basée sur le sentiment « populaire » de la nécessité du châtement.

Précisément à la veille des élections présidentielles, quand l'économie nationale a besoin d'une réorientation vers la politique interne et externe, l'un des plus grands instituts de sondages au monde, le [Chicago Council on Global Affairs](#), présente un rapport intitulé « *Foreign Policy in the New Millenium* » [Voir plus bas en documents adjoints] qui révèle les changements dans l'opinion publique des Etats-Unis quant à sa politique extérieure pour l'avenir immédiat et à moyen terme.

Il en ressort qu'actuellement les Etasuniens, conformément au sondage d'opinion publique réalisé entre mai et juin de cette année, sont déçus par les guerres en Irak et en Afghanistan. 67 % des sondés a répondu que cela ne valait pas la peine de les déclencher. En même temps, 69 % a reconnu que la sécurité nationale des Etats-Unis ne s'est pas améliorée après 10 ans d'intervention militaire.

Ce qui est intéressant est que tous ces résultats surviennent juste au moment où Washington, après avoir partiellement retiré ses troupes d'Irak, a annoncé sa sortie d'Afghanistan pour 2014 après avoir rempli sa mission d'apporter paix et démocratie au pays.

La crise oblige les Etats-Unis à choisir entre l' hégémonie ou la coopération

Bien sûr, 82 % des sondés appuie cette décision et 71 % envoie un message au gouvernement de prendre au sérieux son expérience en Irak et en Afghanistan « pour qu'à l'avenir il soit plus méfiant dans l'usage de sa force militaire contre des états problématiques » et qu'il utilise davantage le recours diplomatiques et les pressions économiques au lieu d'envoyer des militaires dans les cas où les intérêts nationaux sont impliqués.

En réalité ce changement dans l'opinion publique à propos des futures interventions militaires, reflète une campagne implicite et subtile des multinationales dont les intérêts , à un moment d'un lent retour au multilatéralisme dans les relations internationales après deux décennies d'hégémonie des États-Unis, requièrent de nouveaux mécanismes pour le contrôle des ressources naturelles de la planète.

C'est pourquoi la précaution que Barack Obama a montrée dans son discours devant les Nations Unies au sujet de la Syrie ne surprend pas. La même tendance se voit montre aussi dans le ton des relations avec l'Iran où le caractère belliqueux qui caractérisait le discours de Washington il y a trois mois s'est transformé en pragmatisme qui coïncide aussi avec la conclusion du rapport du « *Chicago Council on Foreign Affairs* » selon lequel 70 % des Etasuniens est contre la guerre avec l'Iran.

L'économie exige la réduction des dépenses militaires dans les 10 prochaines années et cette tendance se reflète dans l'enquête mentionnée. 68 pour cent des Etasuniens opte pour la coupe dans les dépenses militaires, qui est sept fois plus grande que celle de la Chine. Aussi ils désirent aussi la réduction de l'énorme quantité des bases militaires.

Actuellement les États-Unis possèdent sur leur territoire 4 450 bases militaires qui occupent 9 800 000 kilomètres carrés et de plus disposent de 1 500 des bases autour du monde, dont 61 sont en Amérique Latine sans compter celles de Puerto Rico. Au total, selon *l'Asia Times* (du 12 septembre, 2012) 4 200 installations US existent, disséminées sur toute la planète. Et tout cela sans compter les 4 200 bases en Afghanistan où sont actuellement stationnés 80.000 soldats alliés et 50 000 sous contrat privé, c'est-à-dire des mercenaires.

Dans une époque de sévère crise économique ces frais ne sont plus soutenables et représentent une énorme charge pour le budget de l'État qui ne peut ajouter aucun *Assouplissement Quantitatif (Quantitative Easing, QE)* ordonné par la Réserve fédérale, dont le montant est déjà d'environ trois millions de millions de dollars.

Les nouvelles tendances dans la prochaine politique des Etats-Unis se reflètent particulièrement dans l'opinion de ceux qui représentent la « *Génération du Millénaire* » comme les a baptisés la revue *Nesweek* , qui sont les jeunes entre 18 et 29 ans. 58% est très pessimiste quant à l'avenir , considérant que leur situation économique empirera dans le pays et que dans les 10 prochaines années l'économie de la Chine dépassera celles des Etats-Unis.

Ces jeunes veulent « en finir avec la décennie de guerre, faire des coupes substantielles dans les dépenses militaires et éviter de nouvelles guerres ». Au lieu de l'hégémonie étasunienne, ils veulent des relations de coopération pour résoudre la crise économique qui tient pratiquement tout le monde en échec.

Selon les auteurs de cette enquête, les travaux immédiats de la politique extérieure des États-Unis pour renforcer sa sécurité nationale doivent être orientés surtout pour relancer le marché du travail national (83 %) ; réduire la dépendance au pétrole importé (77 %) et prévenir la prolifération d'armes nucléaires (72 %).

Ils désirent aussi une plus grande coopération avec d'autres pays pour résoudre les problèmes qui surgissent dans le monde et pour établir, surtout, une relation plus de coopération amicale avec la Chine au lieu des actuelles tentatives de Washington de la contenir dans des termes géostratégiques.

La crise oblige les Etats-Unis à choisir entre l' hégémonie ou la coopération

Pour cette génération, l'Asie et spécialement la Chine, est actuellement plus important que l'Europe (58 % et 40 %), tandis qu'il ya dix ans le rapport de *Chicago Council on Foreign Affairs* révélait qu'en 2002, la Chine, le Japon, la Russie et l'Union Européenne étaient considérés tous comme également importants pour les États-Unis. Les sujets qui ont perdu leur importance selon l'opinion publique sont les Droits de l'homme (28 %) et la promotion de la démocratie dans le monde (seulement 14 % des sondés la considère importante).

Dans ce rapport les sondeurs ont confirmé ce que le monde sait déjà : aussi bien les démocrates que les républicains ont des positions similaires au sujet de la politique des relations extérieures des Etats Unis. Les disputes supposées et les différences entre le démocrate Brack Obama et le républicain Willard Mitt Romney sont de la rhétorique pure, les deux représentent les intérêts de la même élite qui a déjà dépensé deux milliards de dollars pour la campagne électorale actuelle qui culminera le 6 novembre 2012.

Seulement à partir de cette date nous saurons si le gouvernement a compris le message de son élite - peuple que reflète le rapport « *Foreign Policy in the New Millennium* » du « *Chicago Council on Global Affairs* ».

[Ria Novosti](#). Moscou, le 5 octobre 2012.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 8 octobre 2012.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).